



RAPPORT D'ATELIER



Les OSC joignent leurs forces pour améliorer les politiques en matière de drogues en Afrique de l'Ouest

Atelier de la Société Civile sur les Politiques en matière de Drogues en Afrique de l'Ouest

Mensvic Grand Hotel, Accra, Ghana

11-12 février 2015



TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations	3
Résumé exécutif	4
1.0 Introduction	6
1.1 Mot de bienvenue	6
1.2 Remarques d'ouverture	7
2.0 Mise en contexte	8
2.1 L'Afrique de l'Ouest a un problème de drogues	9
2.2 Présentation du rapport de la WACD	9
2.3 L'arbre des politiques équilibrées	10
3.0 Des politiques équilibrées	10
4.0 La prévention et le traitement	10
4.1 Le traitement de la dépendance en Afrique de l'Ouest	11
5.0 La réduction des risques	12
5.1 Les programmes d'échange d'aiguilles et de seringues (PES)	13
5.2 Les interventions de réduction des risques en Afrique de l'Ouest	13
6.0 L'UNGASS sur la drogue	14
6.1 Sur la route de l'UNGASS: construire une campagne mondiale	15
6.2 Le réseau ouest-africain sur les politiques en matière de drogues	15
6.3 Soutenez. Ne Punissez Pas	15
7.0 Le plaidoyer pour de meilleures politiques des drogues	16
8.0 Remarques de clôture	17
9.0 Commentaires des participants	18
10.0 Couverture médiatique	18
<i>Annexe I: Présentations de groupes sur « l'arbre des politiques équilibrées »</i>	20
<i>Annexe II: Liste des participants</i>	24

LISTE DES ABREVIATIONS

CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
IDPC	Consortium International sur les Politiques des Drogues
KAF	Kofi Annan Foundation
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies sur la Drogue et le Crime
OSC	Organisation de la Société Civile
OSF	Open Society Foundations
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
PES	Programme d'échange d'Aiguilles et de Seringues
SMART	Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste et Temporellement-défini
TAH	Traitement Assisté à l'Héroïne
TSO	Thérapie de Substitution aux Opiacés
UNGASS	Séance Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies
USAID	United States Agency for International Development
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
WACD	Commission Ouest Africaine de Drogue
WACSI	Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest

RÉSUMÉ EXECUTIF

Depuis le milieu des années 2000, les cartels internationaux de la drogue, en collaboration avec les réseaux criminels africains, ont utilisé la région ouest-africaine comme zone de transit pour le transport de drogues illicites en provenance d'Amérique latine vers l'Europe et au-delà. Ceci a ralenti le développement politique et économique et est également devenu une menace majeure de sécurité et de santé publique pour la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Cet atelier de la société civile d'une durée de deux jours a examiné les questions essentielles relatives à la drogue dans la région. L'atelier s'est basé sur l'outil de formation sur le plaidoyer dans le domaine des politiques en matière de drogues (Training Toolkit on Drug Policy Advocacy) du Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), qui a été adapté au contexte ouest-africain et a été lancé lors de l'événement.

Mise en contexte

La genèse du système de contrôle des drogues remonte à environ 100 ans, avant le début du système des Nations Unies. A ce moment-là, les pays ont réalisé qu'aucun d'entre eux ne pouvait contrôler la drogue en isolation. Les conventions, politiques et traités qui ont été signés par la suite ont placé des sanctions pénales sur une variété de drogues et certaines infractions liées à la drogue. Ces politiques, telles qu'examinées dans le rapport de la Commission Ouest-Africaine sur la Drogue (WACD), cherchent à se concentrer sur l'offre et la demande de substances réglementées à usage non-scientifique et non-médical – ais ont un impact négatif significatif sur les droits humains, le développement, la sécurité et la santé publique dans le monde entier.

Des politiques équilibrées

Dans un effort de réglementer les drogues et d'atténuer leurs répercussions sur la société, les séances d'ouverture ont porté sur un ensemble de principes portant sur la révision, la rédaction et la mise en œuvre de politiques solides et efficaces, qui répondent aux besoins spécifiques des pays d'Afrique de l'Ouest.

La prévention, le traitement et la réduction des risques

La prévention de l'usage de drogues est décrite comme une activité qui vise à prévenir ou à réduire l'usage de drogues et/ou ses effets négatifs sur la société. L'idée reçue est que ces politiques ne cherchent qu'à donner des informations quant aux dangers liés à la consommation de drogues. Le traitement des individus ou des groupes vulnérables souffrant de problèmes liés à la drogue consiste en une large gamme de services – tels que la thérapie de substitution aux opiacés (TSO) et le traitement fondé sur l'abstinence. La réduction des risques se réfère à des politiques, des programmes et des pratiques visant à réduire les conséquences négatives de la consommation de substances psychoactives sur la santé chez les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas arrêter leur consommation. Cette intervention se préoccupe également des dommages causés par les politiques publiques qui criminalisent et incarcèrent les usagers de drogues.

L'UNGASS sur la drogue

La session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS) est une réunion des Etats membres de l'ONU pour évaluer et discuter de sujets importants – y compris un débat sur le système mondial de contrôle des drogues en avril 2016. La dernière session extraordinaire sur la drogue a eu lieu en 1998 et avait pour but d'éliminer totalement les drogues dans le monde d'ici à 2008. Actuellement, des leaders politiques et des militants appellent à réformer les politiques en matière de drogue en amont de la session extraordinaire de 2016.

Dans le cadre des tentatives de réduction des menaces liées au trafic de drogues dans la région

d'Afrique de l'Ouest, l'atelier a fait appel aux organisations de la société civile (OSC) pour qu'elles :

1. Communiquent efficacement avec les communautés d'usagers de drogues pour promouvoir des politiques nationales, régionales et internationales qui aideront à réduire les répercussions des problèmes liés à la drogue;
2. Plaident pour une plus grande collaboration de la société civile avec les médias sur les questions liées à la drogue afin de sensibiliser et éduquer les gouvernements et les populations sur la nécessité de réformer les politiques en matière de drogue;
3. Créent des plateformes pour débattre ouvertement avec les responsables politiques et d'autres parties prenantes sur les réformes des politiques en matière de drogue;
4. Se mobilisent pour former un réseau régional sur les politiques en matière de drogue ;
5. Profitent de la Journée Mondiale des Nations Unies contre la drogue et le trafic illicite – le 26 Juin – pour demander des réformes durables et efficaces.

Il a aussi fait appel aux gouvernements et parties prenantes de la région pour qu'ils :

1. Arrêtent de criminaliser les usagers de drogues;
2. Profitent de l'occasion offerte par l'UNGASS sur les drogues en 2016 pour participer au débat mondial sur la nécessité de réformer le régime actuel des politiques en matière de drogue;
3. Considèrent la consommation de drogues comme un problème de santé publique;
4. Se concentrent davantage sur les interventions de réduction des risques; et
5. Investissent dans des programmes probants de prévention et de traitement et fournissent des services abordables, accessibles et fondés sur des preuves à tous ceux qui en ont besoin.

1.0 INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest, les guerres civiles ont régressé, la démocratie a gagné du terrain et les économies sont florissantes. Mais une nouvelle menace destructrice met en péril ces progrès: avec la complicité locale, les cartels internationaux de la drogue minent les pays et les communautés, avec des effets dévastateurs. Après avoir examiné les faits, consulté les experts de la région et dans le monde et visité quelques-uns des pays et des collectivités les plus touchés de la région, la Commission Ouest-Africaine sur la Drogue (WACD) a publié son rapport avant-gardiste « Pas seulement une zone de transit : la drogue, l'Etat et la société en Afrique de l'Ouest » en Juin 2014, après 18 mois de recherches. Selon le rapport, les drogues constituent une nouvelle menace pour le développement des pays ouest-africains. Comme le suggère le titre, la région est de plus en plus déstabilisée non seulement par le commerce illicite, mais aussi par la production et la consommation de drogues au niveau local.

Les résultats de cette analyse démontrent l'ampleur du commerce illicite. Le trafic de cocaïne, estimé à lui seul à 1,25 milliard de dollars, dépasse les budgets nationaux de nombreux Etats de la région. Les recommandations du rapport de la WACD offrent aux responsables politiques, aux donateurs, à la société civile et à d'autres acteurs de la région une ressource inestimable leur permettant d'examiner et de réformer les lois sur les drogues. C'est dans ce contexte que la WACD, l'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest¹ (WACSI) et l'IDPC,² en partenariat avec l'Open Society Initiative for West Africa³ (OSIWA), la Fondation Kofi Annan⁴ (KAF) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a organisé cet « atelier de la société civile sur les politiques en matière de drogues en Afrique de l'Ouest ».

Les principaux objectifs de l'atelier étaient les suivants:

- § Promouvoir le rapport de la WACD sur le trafic de drogues en Afrique de l'Ouest
- § Sensibiliser l'opinion publique sur la problématique de la politique en matière de drogues en Afrique de l'Ouest
- § Renforcer les capacités des OSC de la région au sujet des problèmes soulevés dans le rapport de la WACD
- § Créer un réseau d'OSC en permettant aux participants de discuter et de partager leurs idées.

Présentation des participants

Les participants se sont présentés, ainsi que leur organisation et leurs pays respectifs. Trente (30) participants venus de 14 pays sur les 15 pays de la CEDEAO ont pris part à l'atelier, ainsi qu'un certain nombre de journalistes ghanéens. Les pays représentés comprennent : le Bénin (3); le Burkina Faso (1); le Cap-Vert (1); la Côte d'Ivoire (3); la Gambie (1); la Ghana (3); la Guinée (1); la Guinée-Bissau (1); le Liberia (1); le Mali (1); le Niger (1); le Nigeria (7); le Sénégal (5); et la Sierra Leone (1).

¹ <http://www.wacsi.org/>

² <http://idpc.net/fr>

³ <http://www.opensocietyfoundations.org/>

⁴ <http://kofiannanfoundation.org/>

1.1 Mot de bienvenue

Mme Nana Asantewa Afadzinu, Directrice Exécutive de WACSI

Mme Nana Asantewa Afadzinu a souhaité la bienvenue aux participants au Ghana et à l'atelier. Mme Afadzinu a exprimé la gratitude de l'Institut en ce qui concerne ses relations de travail avec l'IDPC, la WACD et d'autres partenaires qui ont permis d'organiser l'atelier. Elle a souligné l'engagement de l'Institut en faveur du renforcement des capacités des OSC régionales et locales à participer à la lutte contre le trafic de drogue dans la région. Mme Afadzinu a déclaré que la consommation de drogues portait atteinte à la gouvernance, et pouvait déstabiliser un pays tant du point de vue politique qu'économique. Elle a également exprimé ses inquiétudes en ce qui concerne l'utilisation de la région par les cartels comme zone de transit pour faciliter le commerce illicite et la consommation de drogues, ce qui a des conséquences néfastes sur la vie sociale et économique et sur la vie des populations.

Elle a ajouté que les acteurs de la société civile de la région devraient créer une plate-forme commune pour attirer l'attention des gouvernements et des responsables politiques sur les questions liées à la drogue et au développement durable en Afrique de l'Ouest. Mme Afadzinu a déclaré que les OSC devaient être bien informées sur le trafic de drogue et d'autres questions connexes. Elle a encouragé les participants à apprendre et à partager leurs expériences. Enfin, elle a assuré aux participants que l'atelier de deux jours leur donnerait les connaissances et les informations nécessaires pour avoir un impact sur les politiques actuelles dans leurs différents pays.

1.2 Déclarations préliminaires

Guillermo Cintron

Spécialiste Principal en Gestion des Programmes, Bureau Régional sur la Paix et la Gouvernance de l'USAID

Guillermo Cintron a exprimé sa gratitude d'avoir été invité à participer à l'atelier sur les politiques en matière de drogues. Il a mentionné que l'USAID reconnaît les menaces que le trafic et la consommation de drogues font peser sur la stabilité, la bonne gouvernance, les opportunités économiques et de développement, et sur la santé en Afrique de l'Ouest. M. Cintron a déclaré que le trafic de drogues en Afrique de l'Ouest, comme toute autre forme de criminalité organisée, est le résultat de certains défis qui existent dans la région, dont la faiblesse des institutions judiciaires, la corruption et la culture de l'impunité au sein des élites politiques et économiques, et le manque d'opportunités économiques licites, entre autres. M. Cintron a également déclaré que beaucoup sont d'avis que le trafic de drogue est une « menace invisible » et un problème majeur pour les pays où la drogue est consommée. Toutefois, le rapport de la WACD a montré la région ouest-africaine était également affectée car les systèmes de gouvernance étaient mis à l'épreuve et la consommation de drogue était en augmentation. M. Cintron a promis le soutien de l'USAID aux partenaires de l'atelier dans leurs efforts de sensibilisation sur les questions de trafic de drogues et de consommation en Afrique de l'Ouest, et a félicité les personnes présentes pour leur participation à l'atelier de deux jours.

Mathias Hounkpe

Responsable de la Gouvernance Politique et Economique à l'OSIWA

Mathias Hounkpe expliqué que certaines des principales conclusions tirées du rapport de la WACD étaient l'augmentation du trafic de drogues dans la région et le manque de politiques

adéquates pour résoudre ce problème. Pour cette raison, M. Hounkpe a affirmé la nécessité de créer un réseau d'OSC pour se joindre à la campagne de sensibilisation autour des questions liées au trafic et à la consommation de drogues en Afrique de l'Ouest. Il a invité toutes les OSC de la région à unir leurs forces pour aider à contrôler le trafic de drogues dans la région. M. Hounkpe a remercié WACSI, l'IDPC, la KAF et l'USAID dans partager la vision d'OSIWA dans la lutte contre le trafic de drogues à travers l'Afrique de l'Ouest.

Jamie Bridge

Responsable Principal des Politiques et des Opérations à l'IDPC

Jamie Bridge a remercié les personnes présentes pour leur participation à l'atelier, en espérant qu'il soit éducatif. Jamie a présenté l'IDPC, qui est un réseau mondial de 131 OSC qui soutient la communication et la collaboration entre les OSC, et favorise également un débat ouvert sur les politiques en matière de drogues. Il a expliqué que la politique en matière de drogues n'abordait par seulement les questions de trafic de drogue, mais également les différents secteurs de l'économie et de la société. Il a encouragé les participants à consulter le site web de l'IDPC (www.idpc.net/fr) pour se tenir informés des questions pertinentes relatives aux politiques en matière de drogues.

Il a brièvement rappelé les objectifs de l'atelier, et a déclaré que les OSC de la région devraient demander des politiques en matière de drogues qui soient dans l'intérêt des populations ouest-africaines. Il a également suggéré qu'une approche plus globale doit être utilisée pour résoudre les problèmes de drogue. Jamie a en outre déclaré que cet atelier était une occasion de discuter des questions soulevées dans le rapport de la WACD et d'améliorer la situation dans la région et sur le continent. Il a exprimé sa reconnaissance aux participants et a insisté sur la nécessité que chacun contribue pleinement au cours de l'atelier.

2.0 MISE EN SITUATION

Jamie Bridge et Marie Nougier (IDPCm Chargée de recherche et de communication) ont donné aux participants un aperçu du système international de contrôle des drogues, qui est soutenu par la plupart des gouvernements du monde et qui informe les politiques en matière de drogues au niveau national. Jamie a déclaré que la genèse du système international de contrôle des drogues actuel pouvait être retracée à la Commission de Shanghai en 1909 et la Convention internationale sur l'opium de 1912 – qui ont commencé à limiter la production, la distribution et la consommation de drogues uniquement à des fins scientifiques et médicales, en adoptant une approche répressive envers l'usage récréatif ou non-médical basé sur le principe de la dissuasion (mais reposant aussi sur des bases économiques et politiques importantes).

Jamie a aussi mentionné les trois conventions internationales sur les drogues qui sont presque universellement ratifiées : la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants (telle que modifiée par le Protocole de 1972), la Convention de 1971 sur les substances psychotropes et la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Ces documents exigent que des sanctions pénales soient mises en place au niveau national pour certains types d'infractions liées à la drogue. Elles visent à interdire l'offre et la demande de substances contrôlées à des fins non-scientifiques, non-médical ou à usage récréatif, mais cherchent aussi à assurer un accès adéquat à ces substances à des fins scientifiques et médicales afin de protéger la «santé et le bien-être de l'humanité».

Jamie a indiqué que, depuis les années 1970, ces conventions ont été interprétées dans l'optique

d'une « guerre contre la drogue » en se focalisant de plus en plus sur la justice pénale et en multipliant des efforts inutiles pour parvenir à un monde sans drogue. Pourtant, l'offre et la demande de drogues sont plus élevées que jamais, et, selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) lui-même, le système de contrôle des drogues a entraîné des conséquences négatives importantes:

- § Un énorme marché noir criminel florissant ;
- § Les financements et l'attention portés sur la mise en application des lois au détriment de la santé publique ;
- § Un « effet de compression » (ou effet ballon) selon lequel les contrôles plus stricts à un endroit géographique produisent une augmentation de la production de drogue, du trafic ou de la consommation dans une autre région;
- § Un « changement des types de substances » (*substance displacement* en anglais), qui a lieu lorsque les initiatives de contrôle d'une drogue peuvent encourager les individus à en utiliser une autre – qui pourrait être potentiellement plus nocive.
- § Les perceptions répandues selon lesquelles les usagers de drogues sont des criminels, et l'exclusion sociale, les violations des droits humains et la marginalisation qui en découlent.

2.1 L'Afrique de l'Ouest a un problème de drogue

Le Professeur Isidore Obot du Centre de recherche et d'information sur la toxicomanie au Nigeria a commencé cette session en expliquant l'histoire du trafic de drogues au Nigeria et au Ghana, qui s'est ensuite propagé vers d'autres pays de la région. Au fil du temps, le trafic, la consommation et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest sont devenus des préoccupations majeures. Il a mentionné que ces développements ont porté préjudice aux systèmes de gouvernance. Il a également ajouté que, parce que certains gouvernements nationaux ne maîtrisaient pas les questions relatives au trafic de drogue, ils ont adopté certaines politiques et lois centrées sur la criminalisation des infractions mineures au lieu de répondre au vrai problème. Il a cité Kofi Annan (Président de la KOF, ancien Secrétaire Général de l'ONU et membre de la Commission Mondiale sur la Politique des Drogues) pour soutenir sa déclaration: « Je crois que les drogues ont causé la mort de beaucoup de gens, mais de mauvaises politiques gouvernementales en ont tué bien plus ».

2.2 Présentation du rapport de la WACD

Le Professeur Isidore Obot a brièvement décrit le travail de la WACD et leur rapport « Pas seulement une zone de transit : drogues, l'Etat et société en Afrique de l'Ouest ». La Commission, convoquée par Kofi Annan en janvier 2013, est présidée par l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo. La Commission est composée d'un groupe diversifié de personnes issues du monde politique, de la société civile, de la santé, de la sécurité et du système judiciaire en Afrique de l'Ouest. Il a expliqué que la Commission avait mis un an et demi pour développer ce rapport et qu'après son lancement le 12 Juin 2014, il avait été rendu disponible et accessible à tous à travers diverses plateformes de la région. Il a également expliqué que le rapport, dans une certaine mesure, avait causé de nombreuses controverses au sujet de la dépénalisation des délits liés à la drogue. Pour conclure, le Professeur Obot a présenté le contenu principal du rapport aux participants à l'atelier.

Christine Kafando, l'une des commissaires de la WACD au Burkina Faso, a ensuite présenté quelques-unes des principales conclusions du rapport. Elle a déclaré qu'il était désormais évident que l'Afrique de l'Ouest était non seulement devenue une zone de transit, mais aussi une zone de production et de consommation et donc un environnement parfait pour certaines organisations criminelles. Elle a ajouté que ces pratiques avaient mis à mal les modèles de développement dans les pays touchés et avaient eu un impact sérieux sur la santé publique. Mme Kafando a en outre déclaré que le rapport considérait la consommation de drogues dures comme un problème de santé publique devant être traité comme tel. Elle a terminé en suggérant que les gouvernements ouest-africains devraient investir dans le traitement et dans des mesures préventives efficaces pour les jeunes vulnérables.

Le Dr. Idrissa Ba, commissaire de la WACD au Sénégal, a élaboré davantage sur les recommandations du rapport relatives à la santé. Il a souligné que la consommation de drogues devait être traitée comme un problème de santé publique avec des conséquences socio-économiques, plutôt que comme un acte criminel. Il a demandé aux participants de plaider pour la dépenalisation des délits mineurs liés à la drogue. Il a également souligné la nécessité pour les gouvernements d'examiner et d'harmoniser les politiques et les lois en matière de drogues. Il a ajouté des politiques équilibrées devraient augmenter et améliorer l'accès aux centres de traitement pour les personnes qui en ont besoin. Il a partagé certaines expériences et activités de son organisation au Sénégal dans le domaine du plaidoyer en faveur de des réformes des politiques en matière de drogues.

Mamadou Diallo, Consultant auprès de la WACD dans les domaines de la sensibilisation, de la communication et du plaidoyer, a exhorté toutes les parties prenantes à changer leur perception du problème et les réponses disponibles. Il les a encouragées à se concentrer sur l'élément humain dans toute stratégie utilisée pour répondre à ces problèmes. Il a déclaré que la WACD cherchait à renforcer les capacités des OSC pour promouvoir des politiques plus efficaces en matière de drogues. Il a également mentionné que cet atelier était le premier d'une série d'événements visant à promouvoir les objectifs élaborés dans le rapport de la WACD.

La Commission a hâte de travailler conjointement avec les OSC et les médias à cet égard. M. Diallo a également ajouté que l'une des préoccupations majeures de la Commission concernait les effets du trafic et de la consommation de drogues sur la santé publique dans les pays de la région. Il a exhorté les participants à faire bon usage des conseils et des idées acquises et partagées lors de l'atelier pour influencer les politiques actuelles dans leurs différents pays.

2.3 L'arbre des politiques équilibrées

Marie Nougier a souligné certains des domaines clés issus des présentations précédentes, et a demandé aux participants d'explorer les résultats positifs et les obstacles qui peuvent émaner de ou freiner le développement et la mise en œuvre de politiques efficaces et équilibrées. Elle a identifié et décrit les différentes composantes d'une politique équilibrée, et a demandé aux participants de discuter de et de créer un arbre avec des racines, un tronc et des branches selon le modèle suivant:

- Les racines de l'arbre sont les croyances et les idéaux qui « nourrissent » l'arbre – à savoir les principes qui sous-tendent une politique équilibrée (comme les droits humains, la santé publique et les données probantes).
- Chaque branche de l'arbre représente un exemple de politiques et de programmes qui pourraient être développés dans le cadre de cette politique

équilibrée – à savoir des programmes de traitement de la dépendance fondés sur des preuves, des programmes alternatifs et durables qui permettent aux individus de gagner leur vie, des approches de réduction des risques, l'amélioration de l'accès aux services de santé, l'élimination des sanctions pour possession de petites quantités de drogues, la promotion de la gouvernance réceptive et responsable, et la réduction de la corruption et de l'impunité.

- Les fruits représentent les résultats de cette politique équilibrée – à savoir l'amélioration de la santé publique, la réduction de la criminalité, une meilleure sécurité publique, la réduction de la corruption et moins d'emprisonnements.
- Enfin, les vers de terre représentent les menaces et les obstacles à la réalisation de cette politique équilibrée – à savoir l'opinion négative du public, les reportages peu favorables des médias, les pratiques policières invétérées, et les croyances religieuses fortes et moralisatrices.

Les différents groupes ont ensuite présenté leur travail (voir Annexe I).

3.0 DES POLITIQUES EQUILIBREES

Marie Nougier a exposé certains principes qui pourraient servir pour l'examen, la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces. Elle a indiqué que les politiques en matière de drogue devraient être développées à travers une évaluation structurée et objective des priorités et des preuves, en passant par l'identification des conséquences les plus nuisibles pour la société des marchés de la drogue et la définition des activités fondées sur des preuves qui seront les plus efficaces pour atteindre les objectifs définis. Elle a en outre déclaré que toutes les activités devraient être menées en conformité avec le droit international en matière de droits humains, et que ces politiques devraient se concentrer sur la promotion de la santé publique, du développement et de la sécurité humaine.

Marie a aussi mentionné que les politiques en matière de drogue devraient se concentrer sur la réduction des conséquences néfastes, plutôt que sur la réduction de la consommation et des marchés de la drogue. Cela comprend des mesures de réduction des risques liés à la consommation de drogues et aux marchés de la drogue en termes de santé, de préjudices sociaux et économiques sur les individus, les communautés et l'ensemble de la population. Elle a indiqué que ces politiques devraient promouvoir l'inclusion sociale des groupes marginalisés et vulnérables. L'IDPC favorise une approche qui remet en cause la stigmatisation et la marginalisation des personnes à haut risque, en particulier les femmes et les jeunes, qui sont confrontés à une stigmatisation sociale et culturelle spécifique.

Marie a réaffirmé que les gouvernements devaient établir des relations ouvertes et constructives avec les OSC – en particulier avec les communautés d'usagers de drogues – dans le développement et la mise en place de leurs stratégies. Elle a ajouté que les OSC étaient une source inestimable d'expertise grâce à leurs connaissances des marchés de la drogue, et a appelé les gouvernements à collaborer de manière significative avec ces groupes et à réfléchir à la mise en œuvre de politiques efficaces à l'échelle nationale.

4.0 LA PREVENTION ET LE TRAITEMENT

Jamie Bridge a ensuite présenté la séance suivante en se concentrant sur les objectifs des interventions de prévention et de traitement de la dépendance. Il a défini la prévention comme une activité visant à prévenir, retarder ou réduire la consommation de drogues et /ou des

conséquences négatives pour la population générale et les sous-groupes vulnérables de populations. Il a déclaré que l'un des défis majeurs auxquels les responsables politiques se trouvaient confrontés dans le développement, la mise en œuvre et la mesure de l'efficacité des programmes de prévention était de définir clairement les objectifs de ces interventions.

Il a mentionné que l'objectif principal des campagnes de prévention de la dépendance était d'aider les gens à éviter ou à retarder l'initiation à l'usage de drogues (ou, si elles ont déjà commencé, d'éviter que leur consommation de drogue ne devienne problématique). Il a ajouté que ces campagnes pouvaient contribuer à communiquer de manière positive avec les personnes à risque, leurs familles et la société en général, et aussi renforcer des compétences individuelles. Il a déclaré que la prévention ne devait pas uniquement consister à dire aux gens de ne pas consommer de la drogue, mais aussi de les soutenir pour qu'ils évitent les problèmes liés à la drogue. En plus de cela, il a déclaré que les objectifs globaux de prévention en matière de drogues étaient la réduction des facteurs de risque (par exemple les problèmes de santé mentale, la violence familiale, le fait de grandir dans une communauté marginalisée, déchirée par la guerre et les catastrophes naturelles) et le renforcement des facteurs de protection (bien-être psychologique et émotionnel, des liens familiaux solides et affectifs, des écoles et des communautés qui sont bien financées et organisées).

Il a également déclaré que pour renforcer les facteurs de protection et atténuer les facteurs de risque dans les différentes étapes de la vie d'un individu, les activités de prévention devaient être soigneusement adaptées et ciblées. Ces interventions peuvent être regroupées en quatre groupes: prévention universelle (ciblant la population dans son ensemble), prévention sélective (ciblant les groupes vulnérables), la prévention ciblée (ciblant les individus vulnérables) et la prévention environnementale (ciblant les sociétés et les systèmes).

Il a indiqué quelques points à considérer lors de la conception et de l'élaboration de stratégies de prévention de la dépendance, y compris :

- ♣ La définition d'objectifs adaptés;
- ♣ L'identification du groupe cible et l'élaboration des stratégies adaptées;
- ♣ L'utilisation des ressources disponibles pour la meilleure intervention de prévention possible;
- ♣ L'analyse des cadres politiques et réglementaires pour s'assurer de leur impact sur l'intervention de prévention;
- ♣ La conception de programmes et d'interventions basés sur des recherches et des preuves scientifiques; et
- ♣ L'évaluation de l'efficacité et du rapport coût-efficacité des interventions de prévention.

4.1 Le traitement de la dépendance à la drogue en Afrique de l'Ouest

Jamie Bridge a défini le traitement de la dépendance comme une large gamme de services de soutien (tels que le soutien psychosocial, les groupes d'entre-aide mutuelle, la thérapie de substitution aux opiacés et le traitement fondée sur l'abstinence) pour les personnes dépendantes à la drogue et celles qui ont des problèmes liés à leur dépendance. Il a souligné que les usagers de drogues ne sont pas tous dépendants et n'ont pas tous des problèmes relatifs à leur consommation – ils n'ont donc pas tous besoin d'un traitement.

Jamie a indiqué que l'écart entre le nombre de personnes dépendantes et la disponibilité des services de traitement en Afrique de l'Ouest était énorme, et il a ensuite présenté une liste des services disponibles dans la région. Il a révélé qu'une enquête récente avait montré que l'Afrique de l'Ouest manquait à la fois de ressources et d'établissements pour un traitement efficace de la

dépendance.

En réponse aux types de traitements disponibles en Afrique de l'Ouest, certains participants ont fait référence aux établissements confessionnels et hôpitaux psychiatriques, entre autres. Ils ont exprimé la façon dont ceux-ci sont souvent surpeuplés et comment les droits des clients qui cherchent à se faire soigner sont souvent bafoués. Certains participants ont déclaré que ces établissements sont mal financés et manquent de personnel, de compétences et d'expérience pour offrir un traitement fondé sur des preuves.

D'autres participants ont également mentionné le prix prohibitif de ces établissements. Les personnes qui cherchent à se faire soigner, dans de nombreux cas, ne sont pas en mesure de choisir à cause de la stigmatisation et la plupart doivent se tourner vers leurs familles pour payer le coût du traitement.

5.0 LA REDUCTION DES RISQUES

Jamie Bridge a indiqué que la réduction des risques n'était pas un concept facile à aborder dans certains contextes, en particulier avec les responsables politiques et les personnes ayant peu de connaissances sur le sujet. Il a dit aux participants que l'objectif de cette session était d'explorer les justifications pour l'approche de réduction des risques, de partager les expériences et perspectives sur le sujet, obtenir une compréhension commune de ce qu'est la réduction des risques et s'accorder sur une définition à utiliser dans le travail de plaidoyer.

La réduction des risques est un ensemble de politiques, de programmes et de pratiques qui visent principalement à réduire les conséquences sanitaires, sociales et économiques liées à la consommation de substances psychoactives licites et illicites sans pour autant réduire la consommation de drogues.⁵ Jamie a déclaré que ces interventions étaient différentes de la réduction de l'offre et de la demande, car elles se concentrent principalement sur la réduction des risques et des conséquences de la consommation de drogues. Il a indiqué comment ces interventions reconnaissent l'universalité des droits humains et répondaient aussi aux besoins de nombreux groupes et personnes vulnérables.

Les données disponibles démontrent le besoin de mettre en place des interventions de réduction des risques:

- On estime à 12,7 millions le nombre de personnes qui consomment des drogues injectables dans le monde, dont plus de 13% vivent avec le VIH.
- En Afrique subsaharienne, on estime qu'un million de personnes consomment des drogues injectables. Parmi elles, entre 5 et 10%, selon les estimations, vivent avec le VIH.
- Globalement, on estime à 10 millions le nombre de personnes qui utilisent des drogues injectables, qui vivent également avec le virus de l'hépatite C – indiquant une prévalence chez ce groupe de plus de 60%. Environ 800 000 de ces personnes sont en Afrique subsaharienne.
- L'overdose de drogues est une cause majeure de mortalité dans de nombreuses régions du monde.
- La consommation de drogues sans injection peut être associée à un risque accru de transmission du VIH par voie sexuelle dans certains contextes.

L'ONU a défini et fait la promotion d'un « ensemble complet » de neuf

⁵ <http://www.ihra.net/what-is-harm-reduction>

interventions de réduction des risques qui ont un impact probant sur le VIH parmi les personnes qui consomment des drogues injectables. Cependant, Jamie a déclaré que cela ne suffisait pas toujours, car n'y figurent pas certains services importants tels que la prévention des overdoses, les salles de consommation à moindre risque et le test de pilules (des services qui offrent de tester les drogues pour que les usagers sachent exactement ce qu'ils consomment). Les participants ont également partagé l'expérience de leurs différents pays concernant la consommation croissante de certaines drogues illicites et non identifiées. Certains d'entre eux ont mentionné que ces drogues étaient généralement vendues dans la rue et étaient facilement accessibles, mais les consommateurs savent rarement ce qu'ils sont sur le point de consommer.

Jamie a suggéré que les services de sécurité devraient recevoir des informations détaillées sur les interventions de réduction des risques, car cela leur permettrait réellement de contribuer à soutenir ces interventions et de protéger les droits des usagers de drogues. Il a appelé les gouvernements à fournir un soutien aux victimes d'overdoses et aux personnes dépendantes, et a réaffirmé qu'il a été prouvé que la réduction des risques était une intervention efficace et rentable. Il a également dit aux participants que certains documents politiques clés de la région soutiennent la réduction des risques – y compris le Plan d'action de l'Union Africaine sur le contrôle des drogues (2013-2017).⁶

5.1 Les programmes d'échange d'aiguilles et de seringues (PES)

Jamie Bridge a ensuite décrit les programmes d'échange d'aiguilles et de seringues (PES) plus en détail. Ces services de réduction des risques fournissent des aiguilles et des seringues stériles (et d'autres accessoires tels que des filtres, des récipients et de l'eau stérile) aux usagers de drogues injectables afin de prévenir la réutilisation de matériel non stérile, qui peut transmettre le VIH et d'autres virus. Il a ajouté que la majorité de ces services étaient fournis par des prestataires spécialisés, des réseaux d'usagers ou les pharmacies, et fonctionnent grâce à des sites fixes et mobiles. Il a présenté les rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) attestant de la rentabilité de ces programmes, de leur effet sur la réduction des infections à VIH et du fait qu'elles n'ont pas de conséquences négatives démontrées.⁷

5.2 L'état des services de réduction des risques en Afrique de l'Ouest

Les politiques nationales font référence à la réduction des risques	Kenya, Maurice, Tanzanie
Thérapie du Substitution aux Opiacés (TSO)	[Burkina Faso], Kenya, Maurice, Sénégal, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie
Programmes d'Echange d'Aiguilles et de Seringues (PES)	Kenya, Malawi, Maurice, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie
Traitement Assisté à l'Héroïne	N/A
Salles de consommation à moindre risque	N/A
Programmes de naloxone à domicile pour la gestion d'urgence des overdoses	N/A

Il a indiqué que tableau ci-dessus montrait qu'aucun pays en Afrique de l'Ouest n'avait de

⁶[sa.au.int/en/sites/default/files/AUPA%20on%20DC%20\(2013-2017\)%20-%20English.pdf](http://sa.au.int/en/sites/default/files/AUPA%20on%20DC%20(2013-2017)%20-%20English.pdf)

⁷www.unodc.org/documents/balticstates/Library/NSP/EffectivenessNSP.pdf

politique nationale se référant explicitement à la réduction des risques. Le Sénégal dispose d'un programme de TSO qui a commencé en 2014, et les données suggèrent que le Burkina Faso fournit également la TSO grâce à des services privés, mais les participants burkinabés en doutaient. Seul le Sénégal fournit des aiguilles et des seringues stériles aux usagers de drogues injectables (également depuis 2014), même si un pilote a également été proposé au Nigeria.

Les participants ont ensuite travaillé en petits groupes pour discuter et répondre aux diverses préoccupations concernant la réduction des risques émanant de certains groupes (par exemple les médias, les responsables politiques, les agences de maintien de l'ordre et les chefs religieux et communautaires) qui ne peuvent pas comprendre ou approuver cette approche en Afrique de l'Ouest. Certaines des préoccupations abordées par les jeux de rôle étaient les suivantes:

- § L'idée reçue que les interventions de réduction des risques encouragent l'usage de drogues ou donnent l'impression que la consommation est sans danger;
- § L'idée reçue que les interventions des forces de l'ordre ne reposent que sur la punition des usagers de drogues;
- § L'idée fausse que les travailleurs de proximité aident et encouragent la consommation de drogues;
- § Les préoccupations concernant l'utilisation de la méthadone dans le traitement de substitution aux opiacés pour quelqu'un qui consomme de l'héroïne.

6.0 L'UNGASS sur la drogue

Jamie Bridge a décrit l'UNGASS comme étant le principal organe politique onusien et le plus représentatif, où les pays membres se réunissent pour discuter de sujets importants. La dernière séance de l'UNGASS sur la drogue a eu lieu en 1998. L'objectif commun était alors d'atteindre un monde sans drogue d'ici 2008. Cela ne s'est manifestement pas produit, et une autre séance de l'UNGASS sur la drogue est prévue pour 2016 pour examiner de nouveau la situation.

Marie Nougier a ensuite parlé de la Déclaration Politique et son Plan d'Action sur les drogues de l'ONU, qui a été adoptée en 2009 et vise à « éradiquer ou réduire de façon significative » le marché mondial de la drogue d'ici 2019. Ces documents sont basés sur trois piliers: la réduction de la demande, la réduction de l'offre et le blanchiment d'argent.

Marie a déclaré qu'en 2012, les présidents de la Colombie, du Mexique et du Guatemala ont adressé une demande historique au Secrétaire Général des Nations Unies, en appelant à un débat ouvert sur des approches alternatives à la guerre contre la drogue et aux défaillances du système actuel. Cet appel a ensuite été soutenu par 95 Etats membres de l'ONU et, depuis lors, les demandes de réforme des politiques en matière de drogues se sont multipliées.

Marie a mentionné que lorsque les OSC sont en mesure d'affecter les politiques au niveau national, ceci a un impact réel sur les politiques au niveau international. Elle a également indiqué que l'UNGASS sur la drogue en 2016 est une excellente occasion pour les Etats membres d'avoir un vrai débat sur les options en matière de politique. Elle a ajouté que certains gouvernements et OSC espèrent que l'UNGASS sur la drogue marquera le début de la fin de la guerre contre la drogue, et aidera à rediriger les ressources attribuées au maintien de l'ordre vers la santé publique.

Elle a déclaré que l'IDPC plaide actuellement en faveur d'un débat ouvert impliquant les Etats membres, les usagers de drogues, les scientifiques, les OSC et tous les organismes compétents des Nations Unies, pour mettre fin à la criminalisation des usagers de drogues, pour la réduction

des risques, et pour des sanctions proportionnées pour les infractions relatives aux drogues.⁸

6.1 Sur la route de l'UNGASS: construire une campagne mondiale

Scott Bernstein, du Programme sur la Politique Mondiale de Drogue de l'Open Society Foundation (OSF), a ensuite présenté les résultats d'une réunion organisée à New York au début de l'année. La réunion a réuni les OSC et diverses parties prenantes afin d'élaborer des stratégies communes pour influencer positivement l'UNGASS sur la drogue de 2016. Il a également mentionné que la réunion a abouti à un accord quant à la mise en place d'une « plateforme » spéciale pour soutenir les efforts de plaidoyer et mettre fin aux injustices de la guerre à la drogue à travers la recherche, le dialogue, l'engagement et l'action. Il a ajouté que la réunion a créé des groupes de travail à différents niveaux pour promouvoir un débat réel et ouvert sur la réforme des lois sur les drogues dans le but de promouvoir la sécurité, la justice sociale, les droits humains et la santé publique.

6.2 Le réseau ouest-africain sur les politiques en matière de drogues (West Africa Drug Policy Network)

Adeolu Ogunrombi, un commissaire de la WACD et fondateur de Youth RISE au Nigeria, a encouragé les participants à travailler sur le plaidoyer dans leurs pays respectifs. Il les a aussi encouragés à profiter de la Journée Internationale des Nations Unies contre l'abus de drogue et le trafic illicite (le 26 juin) – qui est aussi la journée d'action mondiale de « Soutenez. Ne Punissez Pas » (voir ci-dessous) – pour faire avancer et plaider en faveur de réformes durables et efficaces. Il leur a fait prendre conscience de leurs responsabilités en tant qu'acteurs de la société civile quant à la refonte des politiques actuelles sur la drogue par rapport au contexte régional. Il a appelé les OSC à se réunir pour faire avancer le programme de réformes, à prendre une part active et à inviter d'autres personnes intéressées à les rejoindre pour soutenir cette cause.

Adeolu a réitéré le fait que le rapport de la WACD présente une occasion pour que les OSC entament une campagne appelant à réviser et concevoir des politiques plus axées sur la santé publique. Il a admis que les changements attendus se produiraient lentement.

Il a encouragé les participants à canaliser tous leurs efforts pour influencer les politiques au niveau national, où les changements seront plus évidents et affecteront simultanément les politiques au niveau régional. Il a admis que cela ne se ferait pas sans défis, mais a exhorté les participants à ne pas perdre leur élan et à réfléchir aux approches qu'ils utilisent. Il a demandé aux participants de se positionner de façon stratégique et systématique dans leur approche pour convaincre de la nécessité de réformer et de développer des politiques efficaces.

Il a exhorté tous les participants à tirer le meilleur parti de l'atelier pour créer un réseau régional, qui cartographie les activités requises pour démarrer le processus de réforme. Il a promis le soutien d'OSIWA dans la création d'un réseau régional sur les politiques de drogues dans la région. Il a ajouté qu'OSIWA était prête à soutenir les réseaux et les partenariats nationaux avec des subventions de l'ordre de 5 000 à 6 000 dollars pour financer des plans d'action de plaidoyer au niveau local. Il a déclaré que le Réseau Afrique de l'Ouest disposait d'une équipe de coordination régionale composée d'un point focal pour chaque pays.

⁸ <http://idpc.net/publications/2014/10/the-road-to-ungass-2016-process-and-policy-asks-from-idpc>

6.4 Soutenez. Ne Punissez Pas

Jamie Bridge a décrit la campagne mondiale de plaidoyer « Soutenez. Ne punissez Pas » (www.supportdontpunish.org/fr) visant à sensibiliser l'opinion au sujet des préjudices causés par la criminalisation des usagers de drogues. Il a ajouté que la campagne cherchait aussi à reconnaître la nécessité de modifier les lois et les politiques qui entravent l'accès aux interventions de réduction des risques, et à promouvoir le respect des droits humains des usagers de drogues. La campagne comprend un projet photo interactif, et chacun est invité à participer à une « Journée d'Action Mondiale » le 26 juin de chaque année⁹ - qui est aussi la Journée internationale de l'ONU contre l'abus et le trafic illicite de drogues et une occasion d'engager les médias et le gouvernement et de contester le discours actuel. En 2014, des activités ont eu lieu au Sénégal et au Nigeria, et de petites subventions sont disponibles pour 2015 pour appuyer davantage la participation de toute l'Afrique de l'Ouest. Jamie a encouragé les participants, les groupes nationaux et les OSC à prendre part à la campagne de cette année, et à impliquer les médias et les responsables politiques dans leurs actions.

7.0 LE PLAIDOYER POUR DE MEILLEURES POLITIQUES

Jamie Bridge a expliqué que le plaidoyer était un processus continu qui cherche à changer les valeurs, les attitudes, les actions, les politiques et les lois en influençant les responsables politiques et les leaders d'opinion, les organisations, les systèmes et les structures à différents niveaux. Il a ajouté que le plaidoyer ne cherchait pas seulement à changer la donne mais aussi à faire comprendre un phénomène ou un problème. Cependant, un bon programme de plaidoyer bien planifié produit toujours de bons résultats. Pour atteindre cet objectif, il a conseillé aux participants, à la société civile et aux différentes parties prenantes de toujours cibler un public diversifié dans leurs initiatives, et aussi de tirer parti de toutes les opportunités qui se présentent.

Mamadou Diallo a ajouté que les OSC dans la région avaient besoin de comprendre le contexte dans lequel elles évoluent pour mieux faire avancer tout programme de plaidoyer. Il a ajouté qu'une bonne compréhension du terrain alimente et influence les programmes de plaidoyer pour de meilleurs résultats.

Marie Nougier a ensuite présenté un cadre de planification et de développement d'un programme de plaidoyer:

- Etape 1: Choisir le problème à aborder
- Etape 2: Analyser & faire des recherches sur le sujet
- Etape 3: Développer les objectifs de plaidoyer
- Etape 4: Identifier les cibles
- Etape 5: Identifier les alliés
- Etape 6: Identifier les ressources
- Etape 7: Créer un plan d'action
- Etape 8: Mise en œuvre, suivi et évaluation

Elle a indiqué que la première étape pour une planification efficace d'un programme de plaidoyer était de choisir le problème à aborder. Le sujet doit être choisi en fonction des critères

⁹ <http://supportdontpunish.org/photoproject/>

suivants:

- § Dans quelle mesure ce problème peut-il être résolu grâce au plaidoyer ?
- § Combien de personnes vont bénéficier de ce changement?
- § Le potentiel de réussite est-il réaliste?
- § Les personnes directement touchées par le problème peuvent-elles être impliquées dans le travail de plaidoyer?
- § Quels sont les risques organisationnels / personnels associés à ce changement?

La deuxième étape consiste à analyser le problème et identifier les solutions possibles. Cela peut être fait par la collecte de preuves et d'informations, la création de canaux de communication avec d'autres organisations, la participation des personnes qui sont directement touchées par le problème, et l'identification des solutions possibles.

Marie a ensuite distingué les buts, les objectifs et les stratégies d'un plan de plaidoyer:

But	Le résultat à long-terme
Objectifs	Un résultat à court-terme qui aide à atteindre le but à long-terme
Stratégie	Les activités individuelles qui permettront d'accomplir les objectifs

Ces objectifs devraient être "SMART" – Spécifiques, Mesurables, Accessibles, Réalistes et Temporellement définis

Les quatrième et cinquième étapes identifient et sélectionnent les cibles du plaidoyer par ordre d'importance et les alliés avec lesquels nous collaborons – notant que ces groupes peuvent aussi se chevaucher. En raison des contraintes financières de certaines organisations, Marie a indiqué que ces organisations devraient concentrer leurs ressources sur les individus, groupes ou institutions qui seront plus capables de provoquer et d'effectuer le changement attendu. Les personnes concernées par les enjeux et les réseaux de consommateurs de drogues devraient être impliqués dans le processus de plaidoyer.

La sixième étape est l'identification des ressources telles que les ressources humaines (personnel, bénévoles, etc.), l'argent, les compétences et les informations requises pour résoudre le problème. D'autres ressources peuvent être l'accès aux médias (électroniques et médias traditionnels).

Les participants ont ensuite été regroupés par pays, dans la mesure du possible, pour commencer à dessiner un plan d'action national – ceci étant l'avant-dernière étape. Marie a déclaré qu'il n'y a pas de règles simples pour choisir les meilleures méthodes de plaidoyer, et cela dépendait des facteurs suivants:

- La personne/groupe/institution cible
- Le problème à résoudre
- L'objectif de plaidoyer
- Les preuves qui soutiennent votre objectif
- Les compétences et les ressources de votre coalition
- Timing - par ex. des événements politiques externes, quand une loi est encore sous forme de projet, immédiatement avant un processus de budgétisation, selon l'époque de l'année, le stade du processus de plaidoyer.

On a demandé aux différents groupes de se prononcer sur les méthodes de plaidoyer qu'ils utiliseraient et ils ont reçu un format proposé pour les aider à rédiger leur plan d'action national.

8.0 REMARQUES DE CLOTURE

Dans leurs remarques de clôture, Jamie et Marie ont remercié tous les participants d'avoir pris le temps d'assister à l'atelier. Ils ont assuré les participants que l'outil de formation serait traduit en anglais et en français et disponible en ligne,¹⁰ et qu'un autre atelier serait planifié avant la fin 2015.

Dr. Alpha Abdoulaye Diallo, un commissaire de la WACD en Guinée, a également exprimé sa satisfaction d'avoir pu participé à cet atelier de deux jours. Il a exprimé sa préoccupation quant à l'augmentation rapide du trafic de drogue dans la région et ses conséquences sur le développement social et économique des individus.

Il a également déclaré que cette situation nuit aux systèmes géopolitiques en Afrique de l'Ouest à cause de ses effets sur les systèmes politiques et de gouvernance.

Il a donc encouragé les OSC à se réunir au sein d'un réseau pour contribuer à la réforme des politiques en matière de drogues dans leurs différents pays. Il a également conseillé aux participants de travailler en partenariat et de collaborer avec d'autres intervenants dans différents secteurs.

Il a demandé l'organisation de plus d'ateliers pour les OSC sur les réformes des politiques en matière de drogue à la fois au niveau régional et national pour sensibiliser, informer et éduquer les personnes sur la nécessité de réviser certaines des politiques existantes sur l'usage et le trafic de drogues. Il a invité les OSC nationales et régionales à plaider en faveur des services de réduction des risques et à considérer le problème de la drogue comme un problème de santé publique.

Il a apprécié les efforts conjoints de tous les commissaires de la WACD dans la rédaction de leur rapport, et se félicite de la décision de placer le secrétariat du réseau ouest-africain sur la drogue (West Africa Policy Network) à WACSI. Il a également appelé les pays présents à identifier leur point focal pour l'équipe de coordination régionale, et a terminé en remerciant WACSI, l'OSIWA, l'OSF, la WACD, l'IDPC, la KAF, l'USAID et tous les autres partenaires qui ont contribué à la réalisation de cet atelier.

9.0 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

- **Niveau de connaissances des participants avant et après l'atelier**

Les animateurs ont distribué des questionnaires au début et à la fin de l'atelier pour évaluer les connaissances des participants sur les thématiques de l'atelier. D'après ces questionnaires, nous avons pu voir que le niveau de connaissances des participants s'est amélioré dans tous les domaines concernés: contrôle international des drogues, réduction des risques, prévention, traitement, comment influencer la réforme des politiques, et compréhension et prise de conscience des recommandations du rapport de la WACD et de l'UNGASS.

- **Commentaires des participants sur l'atelier**

¹⁰ <http://idpc.net/policy-advocacy/training-toolkit>

Dans l'ensemble, les participants étaient très satisfaits de l'atelier, en termes de contenu, d'organisation, des méthodes et exercices utilisés, ainsi que le niveau de connaissances et le style de présentation des animateurs, bien que certains aient souligné la nécessité d'élargir la participation interactive. Cependant, 40% des participants ont estimé que plus de temps aurait été nécessaire (11 participants ont mentionné ce point dans leurs commentaires), en particulier s'agissant d'étendre les connaissances et les discussions sur les questions clés liées à la prévention de la dépendance, au traitement et à la réduction des risques. Plusieurs participants ont également proposé d'organiser des ateliers séparés pour les participants anglophones et francophones (bien que l'interprétation était de bonne qualité, les participants francophones ont estimé qu'un atelier en langue française aurait facilité leur participation), ainsi que de distribuer des documents à l'avance aux participants, dans les deux langues. D'autres suggestions d'amélioration comprenaient la nécessité d'organiser d'autres ateliers similaires et d'impliquer les usagers de drogues actifs à ces événements.

10.0 COUVERTURE MEDIATIQUE

Les liens ci-dessous permettent d'accéder à certains articles publiés au sujet de l'atelier sur la politique en matière de drogues qui a eu lieu à Accra du 11 au 15 février 2015.

<http://www.todaygh.com/2015/>; <http://allafrica.com/stories/>; <http://www.ghanaweb.com/>;
<http://www.ghananewsagency.com/>; <http://www.ghana.gov.gh/index/>;
<http://graphic.com.gh/news/>; <http://www.ghananews24.com/>;
<http://ghheadlines.com/agency/>; <http://www.9ijanews.com/news/>;
<http://citifmonline.net/news/>; <https://www.modernghana.com/>; <http://www.mixcloud.com/>

Atelier sur la politique en matière de drogues – février 11 – 12

<http://www.todaygh.com/2015/>; <http://allafrica.com/stories/>; <http://www.ghanaweb.com/>;
<http://www.ghananewsagency.com/>; <http://www.ghana.gov.gh/index/>;
<http://graphic.com.gh/news/>; <http://www.ghananews24.com/>;
<http://ghheadlines.com/agency/>; <http://www.9ijanews.com/news/>;
<http://citifmonline.net/news/>; <https://www.modernghana.com/>;
<http://ghanaradio.co/breaking->; <http://informationgh.com/an->; <http://kofiannanfoundation.com/>;
<http://www.modernghana.com/>; <http://youtu.be/EjnFkPI-S6Y>; <http://www.ghanaweb.com/>;
<http://myradio360.com/1>; <http://www.starrfmonline.com/>

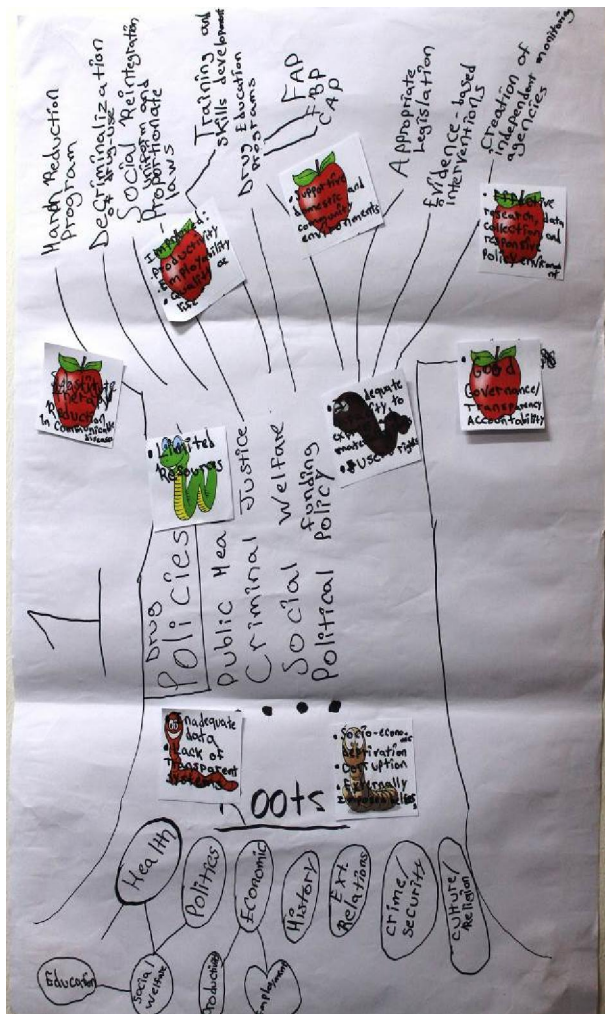
Les OSC joignent leurs forces pour améliorer les politiques en matière de drogue en Afrique de l'Ouest

<http://www.modernghana.com/>; <http://www.sierraexpressmedia.com/>;
<http://www.punchng.com/news/>

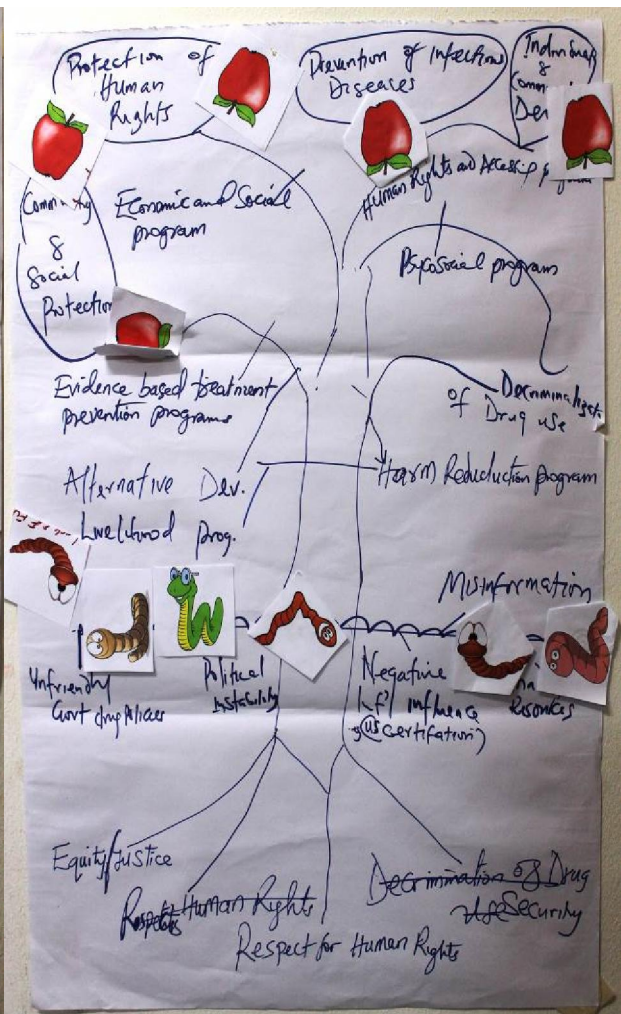
Africa in Focus

<http://africainfocusonradioxyz.blogspot.com/2015/02/podcast-episode-31-role-of-civil.html?spref=fb>

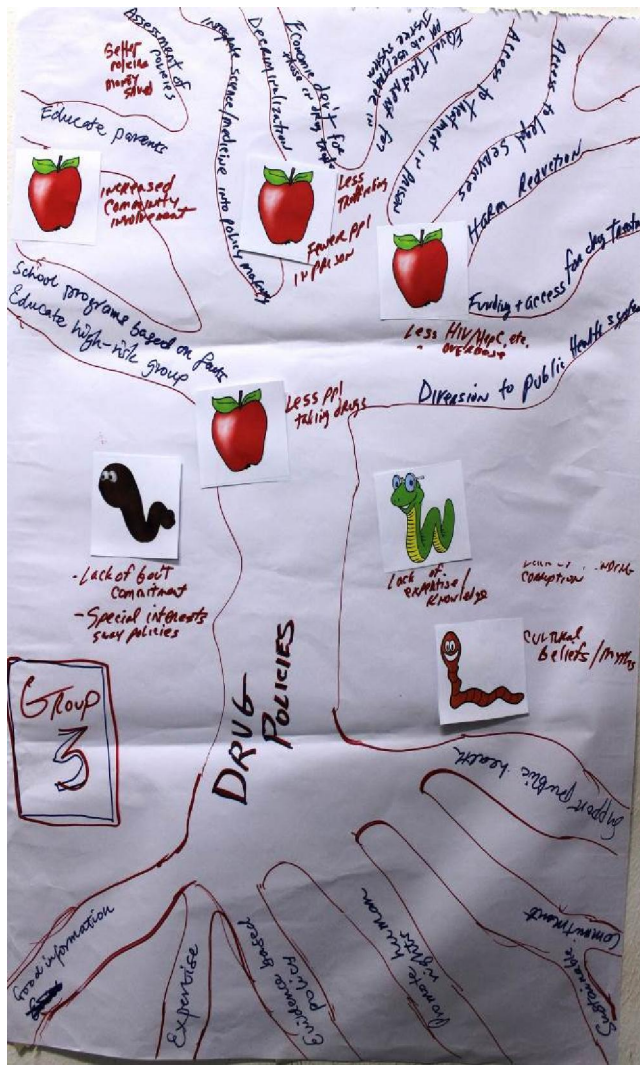
ANNEXE I: PRESENTATIONS DES GROUPES SUR L'ARBRE DES POLITIQUES EQUILIBREES



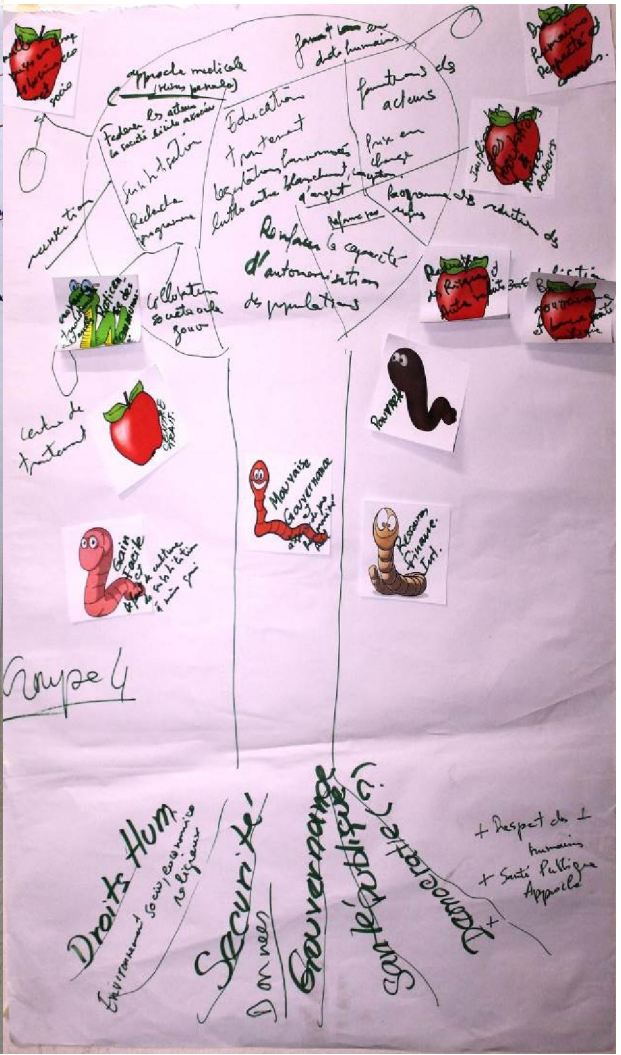
Groupe 1



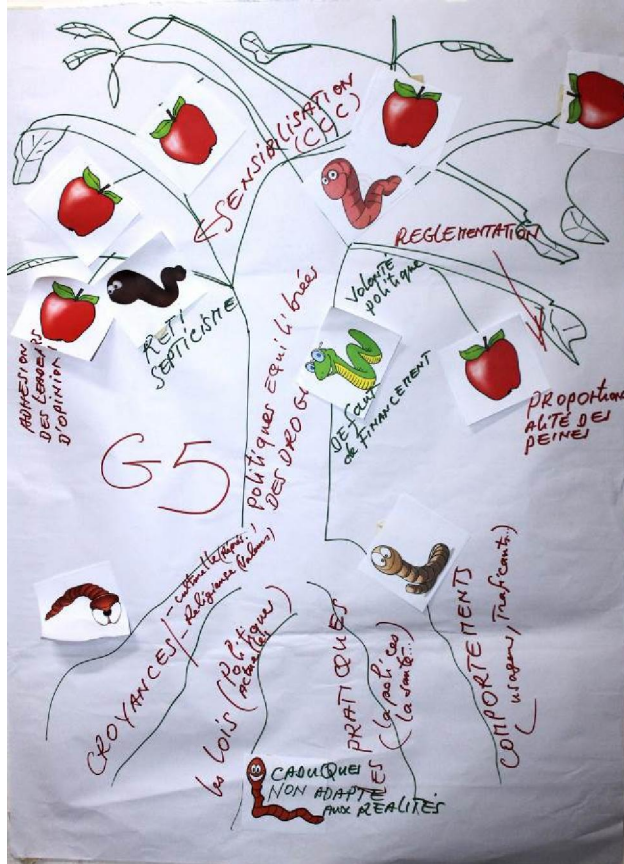
Groupe 2



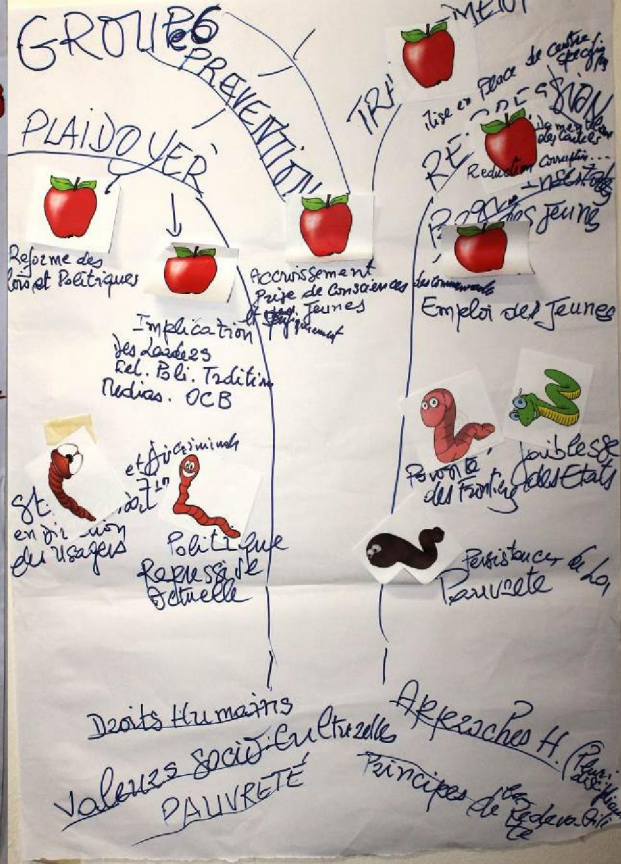
Groupe 3



Groupe 4



Groupe 5



Groupe 6

ANNEXE II: LISTE DES PARTICIPANTS

S/N	Nom du Participant	Pays	Organisation
1	Mohammed Adamu	Ghana	Wabham Foundation
2	Maria-Gorreti Ane	Ghana	Adawudu Law Consultancy
3	Christian Lion Lokko	Ghana	Remar (Christian Centre for Rehabilitation)
4	Dieudonné Hounsou	Bénin	Social Watch- Benin
5	Jean –Baptiste Elias	Bénin	FONAC
6	Idrissa Koné	Bénin	ACOL
7	Dr. Idrissa Ba	Sénégal	Association Sénégalaise pour la Réduction des Risques infectieux (ASRDR)
8	Fatou Fall Dia	Sénégal	Assistante Sociale
9	Bamar Gueye	Sénégal	ONG Jamra
10	Jihonda Joseph Mane	Sénégal	Association des juristes sénégalaises (AJS)
11	Fofana Souleymane	Côte d'Ivoire	Regroupement des Acteurs Ivoiriens des Droits Humains (RAIDH)
12	Koffi Kan Jean Henri	Côte d'Ivoire	International Treatment Preparedness Coalition (ITPC)
13	Evanno Jerome	Côte d'Ivoire	Médecins du Monde (MdM)
14	Dr. Bill Ebiti	Nigeria	New professionals working on drugs
15	Nonso Maduka	Nigeria	Prisoners Rehabilitation and Welfare Action (PRAWA)
16/17	Samuel Molokwu	Nigeria	SHIPS for MARPS Project
18	Isidore Obot	Nigeria	Center for Research and Information on Substance Abuse in Africa (CRISA)
19	Bartholomew Ochonye	Nigeria	Heartland Alliance
20	Christiana Ikpantan	Nigeria	Youth Rise
21	Dr. Alpha Abdoulaye Diallo	Guinée	Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJGUI) - et WACD

S/N	Nom du Participant	Pays	Organisation
22	Augustin Cisse	Mali	ORFED
23	Cheick Traoré	Mali	
24	Julius Togba	Liberia	FADCA et CDL
25	Dionisio Pereira	Cap Vert	Plateforme des ONG du Cap Vert
26	Christine Kafando	Burkina Faso	WACD
27	Yussuf Sane	Guinée Bissau	TOSTAN- Guinée Bissau
28	Lamin Sonko	Gambie	African Network For Information And Action Against Drugs
29	Younouch Abdouramane Boubacar	Niger	Publish What You Pay – Niger
30	Hindowa Saidu	Sierra Leone	Foundation for Democratic Initiatives and Development

PERSONNES RESSOURCES ET EQUIPE DE COORDINATION

31	Jamie Bridge	Royaume Uni	IDPC
32	Marie Nougier	Royaume Uni	IDPC
33	Scott Bernstein	USA	OSF Global Drug Policy Program
34	Guillermo Cintron	Ghana	USAID
35	Mamadou Diallo	Côte d'Ivoire	WACD
36	Adeolu Ogunrombi	Nigeria	WACD
37	Charles Vandyck	Ghana	WACSI
38	Franck Sombo	Ghana	WACSI
39	Mathias Hounkpe	Sénégal	OSIWA